



VIOR

RAPPORT de GESTION pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010

Portée de l'analyse financière de la direction

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers non vérifiés de S.E.M. Vior inc. (la « Société » ou « Vior ») et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2010 et 2009. Le lecteur doit aussi se reporter au rapport de gestion annuel de la direction sur la situation financière au 30 juin 2009 et les résultats d'exploitation, y compris la section décrivant les risques et incertitudes. Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

Énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels pourraient être différents de ce qui est prévu. La direction n'assume pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs à la suite de nouvelles informations ou d'événements futurs sauf ceux requis par la loi.

Nature des activités

La Société, constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de biens miniers. Elle n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

La Société est engagée dans l'exploration et la mise en valeur de propriétés aurifères de qualité dans des régions minières connues et accessibles du Canada en utilisant des techniques d'exploration avancées. L'actif principal de la Société, le projet Douay Ouest, est situé à 50 kilomètres au sud de Matagami, dans la partie nord de la ceinture volcanique de l'Abitibi au Québec.

Activités d'exploration

Sommaire des activités

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par Jacquelin Gauthier, ingénieur géologue et personne qualifiée telle que définie par le Règlement 43-101. Les frais d'exploration pour le trimestre terminée le 31 mars 2010 s'élèvent à 156 697 \$ (68 692 \$ en 2009). Les dépenses cumulatives de la Société en exploration au cours des trois premiers trimestres de l'exercice se sont élevées à

378 828 \$ comparativement à 851 611 \$ pour la période correspondante en 2009. Les dépenses pour l'exercice courant ont été effectuées sur les projets Douay, Douay Ouest, N/W J/V et Ligneris. Le niveau des dépenses de l'exercice 2010 est de beaucoup inférieur à celui de l'année précédente, la Société ayant concentré ses efforts de développement sur ses propriétés du secteur Douay, plus particulièrement sur la propriété Douay Ouest.

Propriétés

Au 31 mars 2010, la Société détenait un portefeuille de 12 propriétés minières au Québec, qui recouvrent plus de 24 668 hectares (13 propriétés totalisant 23 543 hectares en 2009).

Propriétés du secteur Douay

À la fin janvier 2010, les consultants de SGS Canada inc. ont produit le rapport final d'une Évaluation Économique Préliminaire (ÉÉP) et d'une nouvelle estimation des ressources souterraines pour le projet Douay Ouest dévolu à 100 % par la Société. En utilisant un prix de 925 \$ l'once d'or (moyenne des trois dernières années), l'ÉÉP décrit un modèle économique très robuste avec des flux de trésorerie nets cumulatifs de 31,76 millions \$, une Valeur Actualisée Nette (VAN) avant impôt de 24,61 millions \$ à un taux d'actualisation de 5 %. Le Taux de Rendement Interne (TRI) est de 71,1 % et la période de remboursement du capital de départ est de moins de deux ans. La période de production est de cinq ans avec une production annuelle maximale de 135 000 tonnes. L'analyse de sensibilité montre que le TRI est encore supérieur à 22 % si le prix de l'or ou la teneur sont diminués de 20 %, et qu'il est supérieur à 56 % si les coûts d'opération ou les coûts en capitaux augmentent de 20 %. La nouvelle estimation des ressources souterraines, basée sur une interprétation géologique révisée et des critères de calcul plus rigoureux que ceux utilisés en 2007, est de 313 000 tonnes titrant 7,75 grammes d'or par tonnes (g/T) pour l'ensemble des ressources mesurées et indiquées, avec une ressource additionnelle de 267 000 tonnes à 8,53 g/T d'or dans la catégorie inférée.

Les faits saillants de l'ÉÉP, pour l'hypothèse de base avant impôts, sont comme suit:

	Unité	Total
Prix de l'or	\$/oz	925,00
Tonnes usinées (85% récupération minière)	T	568 140
Teneur	Oz Au/T	7,12
Récupération au moulin	%	92
Onces récupérées	Oz Au	119 651
Revenu brut	\$	110 678 341
Coûts totaux	\$	-67 573 596
Flux de trésorerie d'opération	\$	43 103 321
Coûts en capital	\$	-11 096 750
Autres dépenses/revenus	\$	-243 785
Flux de trésorerie net	\$	31 764 210
VAN @ 5%	\$	24 611 416
TRI	%	71,13

Les résultats de l'analyse de sensibilité sont résumés dans les tableaux suivants :

Variations (%)	Variations (\$)	Prix de l'or (\$)	Flux de trésorerie (\$)	VAN (5 %) (\$)	TRI (%)
78	-200	725	7 922 000	5 133 000	21,8
100	hyp. de base	925	31 764 000	24 611 000	71,1
122	+200	1 125	55 606 000	44 166 000	112,6

Variations (%)	Variations (\$)	Teneur (g/T Au)	Flux de trésorerie (\$)	VAN (5 %) (\$)	TRI (%)
79	-1,50	5,62	8 447 000	5 558 000	23,0
100	hyp. de base	7,12	31 764 000	24 611 000	71,1
121	+1,00	8,62	55 081 000	44 090 000	112,4

Variations (%)	Variations (\$)	Coûts d'opérations (\$)	Flux de trésorerie (\$)	VAN (5 %) (\$)	TRI (%)
80	-13,25	53,01	39 292 000	30 763 000	84,7
100	hyp. de base	66,26	31 764 000	24 611 000	71,1
120	+13,26	79,51	24 236 000	18 460 000	56,9

Variations (%)	Variations (\$)	Coûts en capital (\$)	Flux de trésorerie (\$)	VAN (5 %) (\$)	TRI (%)
85	-1 664 750	9 432 000	33 627 000	26 335 000	84,4
100	hyp. de base	11 096 750	31 764 000	24 611 000	71,1
115	+1 664 513	12 761 263	29 901 000	22 888 000	60,6

Le scénario minier de l'ÉEP comprend une période de pré-production d'un an pendant laquelle :

- Les infrastructures de surface seront améliorées
- Le puits, qui est descendu jusqu'au roc, sera approfondi jusqu'à 130 mètres
- Les stations, les services et une monterie de ventilation seront complétés
- Une galerie parallèle sera creusée afin de forer en détail les zones minéralisées
- Un échantillon en vrac de 5 000 tonnes extrait en creusant une galerie dans le minerai
- Les coûts en capital de la 1^{ière} année seront de 6 millions \$

Des coûts en capital initiaux si peu élevés sont principalement dus à la présence d'infrastructures de surface valant 7 millions \$ (2009) qui sont maintenues et entretenues. Ces installations construites et payées par Mines Aurizon inc. (« Mines Aurizon ») ont été laissées sur place sans dédommagement de notre part suite à l'abandon de l'option que Mines Aurizon détenait sur le projet Douay Ouest. Ces infrastructures comprennent :

- Une route toute-saison de 5 kilomètres
- Un puits en béton installé sur le roc
- Un chevalement en acier
- Un treuil d'une capacité de 1 100 tonnes
- Une station et une ligne électrique reliées au réseau d'Hydro-Québec
- Un bâtiment principal en acier abritant le treuil, le garage, la sècherie et les bureaux

Les principaux points du plan minier de 5 ans sont:

- Minage par méthode long trou à un coût direct de 66,26 \$/tonne
- Des coûts de production totaux de 118,10 \$/T (minage, transport, usinage, administration)
- Des développements verticaux par rampe avec des équipements LHD
- Production annuelle maximale de 135 000 T
- Récupération minière de 85%
- Récupération au moulin de 92 % (tests précédents entre 92 % et 95 %)
- Production annuelle de 23 930 onces d'or
- Un prix de 925 \$ l'once d'or (moyenne journalière des 3 dernières années)

L'évaluation économique préliminaire a été développée à partir d'une nouvelle estimation des ressources basée sur une interprétation géologique révisée et des critères de calcul plus rigoureux que ceux utilisés en 2005-2007. Au cours de l'été 2009, la direction de la Société a « re-loggé » tous les forages aux diamants effectués sur la zone Douay Ouest. Ceci a permis d'élaborer une base de données plus cohérente et une interprétation géologique plus précise avec une confiance accrue dans l'extension/continuité de la minéralisation et des unités géologiques et structurales.

Les nouvelles ressources, conformes au 43-101, sur Douay Ouest sont comme suit :

Catégorie	Tonnage	Teneur en or (g/T)	Onces d'Or
Mesurées	46 000	8,97	13 266
Indiquées	267 000	7,54	64 726
TOTAL	313 000	7,75	77 992
Inférées	267 000	8,53	73 225

L'ÉÉP révèle donc un projet très rentable au prix de l'or et à des coûts d'opérations actuels. L'étude de sensibilité indique un modèle économique robuste, toujours positif même à un prix de l'once d'or de 725 \$ (683 \$ US). De plus, la direction croit fermement au potentiel d'exploration du reste de la propriété qui couvre une section partiellement explorée de 20 kilomètres de la prolifique faille régionale CasaBerardi-Cameron.

Le rapport technique, conforme à la norme nationale 43-101, pour l'ÉÉP et la nouvelle estimation des ressources a été préparé par SGS Canada inc. de Montréal. Pour les besoins de l'ÉÉP, les ressources mesurées, indiquées et inférées ont été additionnées et les ressources dans le pilier de 30 mètres ont été soustraites. Selon la norme nationale 43-101, une ÉÉP est considérée une évaluation préliminaire lorsqu'elle vise des ressources minérales présumées qui sont trop spéculatives du point de vue géologique pour que l'on puisse faire valoir des considérations économiques qui permettraient de les classer dans la catégorie des réserves minérales et qu'il n'est pas certain que l'évaluation préliminaire donnera les résultats escomptés. Les ressources minérales qui ne sont pas des réserves n'ont pas démontré de viabilité économique. Ainsi, il n'y a pas d'assurance que le schéma de production présenté dans l'ÉÉP soit réalisé.

Le rapport de SGS, conforme à la norme nationale 43-101, est téléchargeable à partir du site WEB de SEDAR (<http://www.sedar.com/>) et du site de la Société (<http://www.vior.ca>).

En février et mars, le programme de « re-logging » et de réinterprétation s'est poursuivi avec l'examen de sondages sur les zones Nord-Ouest et Principale. L'objectif est une uniformisation et réorganisation de toute la banque de données géoscientifiques de l'ensemble des propriétés. La réinterprétation complète qui suivra permettra de définir de nouvelles cibles de sondage pour les prochains programmes de forage qui pourront être entrepris en parallèle avec l'exploitation de Douay Ouest.

Notre stratégie d'exploration actuelle sur les propriétés de Douay s'appuie sur les similitudes frappantes avec le camp minier de Kirkland Lake (37 millions d'onces d'or) quant aux lithologies, aux altérations, au plutonisme, au cadre structural et aux types de minéralisation. En effet, tout comme à Kirkland Lake, on a reconnu sur Douay une structure « pull-apart » majeure qui s'étend sur plusieurs kilomètres, des sédiments de type Témiscaminque, un complexe intrusif syénitique du même âge et d'intenses zones d'altérations en albite, silice et carbonate de fer associées aux zones minéralisées. Le réexamen de sondages sur le contact sédiments-volcanites a permis l'identification formelle de sédiments de type Témiscaminque, dont des conglomérats polymictiques avec, entre autres, des fragments de sulfures massifs, de chert et de jaspes. Plusieurs éléments géologiques de ce modèle n'ont pas été testés sur Douay dans le passé, par exemple le contact entre les roches volcaniques et les roches sédimentaires de type Témiscaminque qui est le principal contrôle spatiale dans le camp de Kirkland Lake. De plus, aucune des zones aurifères découvertes sur Douay jusqu'à présent n'a été forée à plus de 400 mètres de profondeur, alors que toutes les découvertes aurifères économiques d'importance des 20 dernières années dans le reste de l'Abitibi ont été faites à des profondeurs variant entre 300 et 1 000 mètres.

Plan d'action

Suite à l'entente de principe conclue le 28 avril dernier avec Norvista Resources Corporation (« Norvista »), la Société a suspendu ses démarches pour le financement de l'échantillon en vrac et a reporté sa campagne de forage détaillée sur les projets du secteur Douay, ces travaux pouvant maintenant être réalisés de concert avec le partenaire.

L'entente est sujette à la ratification d'une entente définitive et à une vérification diligente des titres et des informations y afférent. Cette vérification diligente est présentement en cours. Lorsque l'entente sera finalisée, la Société entend collaborer de façon très étroite avec Norvista pour maximiser chacun des 2 500 000 \$ de travaux d'exploration que cette dernière devra engager sur les propriétés dans les 18 prochain mois.

De plus, la Société envisage le début d'une campagne de forage sur la propriété Beauchastel. Cette propriété de 800 hectares n'a fait l'objet que d'une seule campagne de forage. En 1998, la Société y avait implanté trois forages, le deuxième ayant intersecté une zone de 3 mètres à 6,72 g/t (entre 49 mètres et 51 mètres) à l'intérieur d'une zone de 19,5 mètres à 1,08 g/t, et le troisième, implanté à 80 mètres au sud-ouest du deuxième forage, ayant lui aussi intersecté une zone de 19,5 mètres à 0,91 g/t.

Informations financières sélectionnées

	Résultats intermédiaires pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars		Résultats intermédiaires pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Redevances	17 042	31 291	75 920	108 090
Intérêts et autres	44	147	(34)	7 711
Gain à la vente de placements temporaires	255	4 227	266	4 227
	17 341	35 665	76 152	120 028
Charges				
Frais d'administration	118 756	106 441	373 235	337 551
Recherche de propriétés minières	3 421	422	4 149	5 307
Coût de biens miniers abandonnés ou radiés	788	1 902 323	6 342	1 902 323
	122 965	2 009 186	383 726	2 245 181
Impôts futurs	40 400	422 238	(30 600)	499 315
Quote-part dans le bénéfice net (la perte nette) de la société satellite	1 300	57	5 437	(11 256)
Perte nette pour la période	(63 924)	(1 551 226)	(332 737)	(1 637 094)
Perte nette de base et diluée par action	(0,001)	(0,019)	(0,004)	(0,020)

Résultats d'exploitation

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 ont été de 17 341 \$, comparativement à 35 665 \$ pour la même période en 2009. Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010, les produits ont été de 76 152 \$ comparativement à 120 028 \$ pour la même période en 2009. La diminution des revenus d'intérêts, pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 mars 2010, est attribuable à la diminution moyenne de la trésorerie et des équivalents et des taux d'intérêt. La Société reçoit des redevances de production de la mine Mouska qui est opérée par IAMGOLD Corporation. Les redevances ont diminué au cours de la période courante. Cette diminution résulte d'une diminution de la production au cours de la période courante.

Les charges ont diminué pour atteindre 122 965 \$ au cours du trimestre terminé le 31 mars 2010 comparativement à 2 009 186 \$ pour la même période en 2009. L'augmentation du poste « honoraires professionnels et frais de maintien » pour la période courante s'explique principalement par les frais liés à

l'émission de deux débentures convertibles au cours du premier trimestre de l'année courante et des frais liés à la mise en place des normes IFRS au cours du troisième trimestre de l'exercice courant. La diminution des activités de la Société explique la diminution du poste « loyer et frais de bureau » pour les deux premiers trimestres courants. La diminution du poste « publicité et promotion » s'explique par le fait que la Société n'a pas participé aux congrès auxquels elle avait l'habitude de participer par les années passées, à l'exception de Québec Exploration et du PDAC, et la Société a souscrit un montant de 5 000 \$ au Fonds Communic-Action au cours du troisième trimestre de l'exercice courant. La Société a radié son immobilisation incorporelle suite à l'entrée en vigueur, le premier juillet 2009, du chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Au cours du troisième trimestre de l'exercice courant, les frais de déplacement ont augmenté suite aux déplacements effectués dans le cadre du financement de l'échantillon en vrac. L'ajout d'intérêts sur débentures convertibles au cours de la période de neuf mois courante provient des débentures convertibles émises en juillet et août 2009. La Société a radié, au cours de la période de neuf mois courante, des dépenses additionnelles qui sont liées à des propriétés abandonnées à la fin de l'exercice 2009 et à la propriété Lac-Édouard en mars 2010. Au cours du troisième trimestre de l'exercice comparatif précédent, la Société a abandonné sept propriétés, et elle a également abandonné partiellement trois autres propriétés. De plus, la Société a radié partiellement sept autres propriétés suite à l'évaluation des dépenses capitalisées.

Autres informations

	Bilans au	
	31 mars 2010	30 juin 2009
	\$	\$
Actif total	5 114 882	4 690 179
Passifs d'impôts futurs	487 437	295 437
Capitaux propres	4 303 284	4 262 508

Depuis sa constitution, la Société n'a jamais déclaré de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration et dépendra de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient payés dans un futur proche.

Liquidités et financement

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 34 833 \$ comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 138 887 \$ au cours de la période correspondante de trois mois terminée le 31 mars 2009. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 245 006 \$ comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 17 483 \$ au cours de la période correspondante de neuf mois terminée le 31 mars 2009. Ces variations s'expliquent principalement par la variation des honoraires professionnels, des sommes à recevoir, des comptes créditeurs et charges ainsi que d'un prêt d'une société apparentée.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement incluent l'émission de débentures convertibles, d'actions dans le cadre de placements privés et l'exercice de bons de souscription. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, 531 000 actions ont été émises lors de l'exercice de bons de souscription pour une contrepartie totale de 53 100 \$. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009, 2 499 500 actions ont été émises lors de placements privés, pour une contrepartie en trésorerie de 249 960 \$. De ce montant, 150 000 \$ sont réservés pour fin d'exploration. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, deux placements privés, totalisant 450 000 \$, ont été complétés. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, deux débentures convertibles au prix de 0,10 \$,

totalisant 250 000 \$, ont été émises. Il n'y a eu aucun placement privé au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 décembre 2008. Il n'y a eu aucun exercice d'options d'achat d'actions au cours des périodes terminées les 31 mars 2010 et 2009, et il n'y a eu aucun exercice de bons de souscription au cours des périodes terminées les 31 décembre 2009 et 2008.

Les activités d'investissement de la Société incluent principalement l'acquisition de biens miniers, de la capitalisation de travaux d'exploration ainsi que l'achat et la vente de placements temporaires. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources de 35 % ou 38,75 % et d'un crédit de droits remboursable pour perte de 12 % sur les travaux d'exploration admissible non renoncés à des investisseurs d'actions accréditives. Le taux de 12 % est calculé après déduction du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources. L'acquisition de biens miniers et la capitalisation des travaux d'exploration ont requis des débours de 154 556 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, et de 315 713 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2009. Ces mêmes débours ont été de 388 765 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010 et de 860 157 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2009. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, 100 000 actions ont été émises afin d'obtenir une participation dans la propriété Buteux-Desgagné et 250 000 actions ont été émises afin de payer un fournisseur pour des travaux engagés sur les projets Douay, Douay Est et Douay Ouest. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008, 250 000 actions ont été émises afin d'obtenir une participation dans la propriété Lac Kennedy.

Pour la période courante et comparative, aucune transaction significative liée aux placements temporaires n'a eu lieu, à l'exception d'une vente survenue au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009 laquelle a généré des liquidités de 9 875 \$. Au cours du mois d'octobre 2009, la société satellite a racheté, pour un montant de 10 800 \$, des actions de catégorie E que la Société détenait.

De l'avis de la direction, le fonds de roulement au 31 mars 2010, dont 298 062 \$ sont réservés à l'exploration, ne permettra pas de couvrir toutes les dépenses courantes et les frais d'exploration pour la prochaine année. En conséquence, la Société prévoit réaliser, au cours de l'automne prochain, un placement privé accréditif d'un minimum de 200 000 \$. De plus, dans la mesure où l'entente avec Norvista se concrétise, la Société recevrait d'ici la fin juin un montant de 1 500 000 \$ provenant de l'exercice d'une option sur les propriétés du secteur Douay. Conséquemment, notre partenaire dépenserait 2 500 000 \$ en travaux d'exploration au cours des 18 prochains mois sur les propriétés optionnées. Pour le moment, l'échantillonnage en vrac a été remis à une date ultérieure.

Données trimestrielles

L'information présentée ci-après détaille le total des produits, le bénéfice net et la perte nette ainsi que le bénéfice net et la perte nette par action participante pour les huit derniers trimestres.

Trimestre terminé le	Total des produits	Bénéfice net (Perte nette)	Bénéfice net (perte nette) par action	
			De base	Diluée
31-03-2010	17 341	(63 924)	(0,001)	(0,001)
31-12-2009	27 033	(123 009)	(0,001)	(0,001)
30-09-2009	31 778	(145 802)	(0,002)	(0,002)
30-06-2009	21 079	(215 045)	(0,004)	(0,004)
31-03-2009	35 665	(1 551 226)	(0,019)	(0,019)
31-12-2008	44 870	8 938	0,001	0,001
30-09-2008	39 493	(94 806)	(0,001)	(0,001)
30-06-2008	28 984	120 058	0,001	0,001

Analyse des résultats trimestriels

La Société étant dans le domaine de l'exploration minière, elle n'a pas de revenus d'exploitation. Les redevances varient selon le niveau de production, le prix des métaux et le taux de change. Les variations trimestrielles des revenus d'intérêts suivent la valeur du fonds de roulement, laquelle a diminué de façon substantielle depuis les deux derniers exercices.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente les engagements contractuels de la Société au 31 mars 2010 :

	Engagements totaux	Total des engagements par période			
		Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Après 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Bail de location pour les bureaux administratifs	77 000	16 800	50 400	9 800	–
Total	77 000	16 800	50 400	9 800	–

Arrangement hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

Opérations entre parties apparentées

La Société a effectué les opérations suivantes avec trois sociétés détenues par des administrateurs :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Dépenses capitalisées dans des biens miniers	29 709	19 602	82 630	19 602
Honoraires de gestion	4 167	6 250	16 667	18 750
Loyer, frais de bureau	10 812	6 866	28 135	28 669
Recherche de propriétés minières	507	44	733	44
	45 195	32 762	128 165	67 065

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées.

Depuis mars 2009, les dépenses capitalisées dans des biens miniers et la recherche de propriétés minières sont composées de frais liés à l'exploration et fournis par une compagnie détenue par un administrateur.

Les honoraires de gestion, le loyer et les frais de bureau découlent du fait que la Société reçoit des services administratifs et de présidence du conseil à partir d'une compagnie de gestion. Les honoraires de gestion sont des honoraires versés au président du conseil et le loyer et les frais de bureau sont composés de dépenses administratives de la Société.

Événements subséquents

Le 28 avril 2010, la Société a signé une entente de principe avec Norvista. Cette entente est sujette à l'approbation des autorités réglementaires, à la ratification d'une entente définitive et à une vérification diligente des titres miniers et des informations s'y rapportant laquelle devra être effectuée dans les 30 jours suivant la signature de l'entente de principe.

En vertu de cette entente, Norvista devra créer une nouvelle société. Cette société devra verser 1 500 000 \$ à la Société à titre de paiement initial et ainsi acquérir 25 % de l'intérêt de la Société dans les propriétés. Dans les 18 prochains mois, la nouvelle société devra dépenser 2 500 000 \$ en frais d'exploration sur les propriétés. Par la suite, la nouvelle société aura l'option d'acquérir un intérêt additionnel de 25 % en contrepartie d'un deuxième paiement de 1 500 000 \$. La nouvelle société sera l'opérateur du projet.

Valeur comptable des biens miniers

À la fin de chaque trimestre, une analyse des travaux est faite afin d'évaluer le potentiel futur de chacune des propriétés. Suite à cette analyse, des radiations sont faites, s'il y a lieu.

Résumé des principales conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables figure dans le rapport de gestion annuel accompagnant les états financiers annuels de la Société au 30 juin 2009. Les conventions comptables, pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010, sont conformes à celles utilisées dans les états financiers annuels vérifiés de la Société, à l'exception de la nouvelle norme décrite à la note 3 des états financiers intermédiaires au 31 mars 2010.

Modifications comptables futurs

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le conseil des normes du Canada a confirmé la date de basculement des PCGR canadiens aux normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société passera des PCGR canadiens aux IFRS durant le premier trimestre de l'exercice se terminant le 30 juin 2012, au moment où elle établira l'information financière tant courante que comparative en se conformant aux IFRS. La Société s'attend à ce que cette situation ait une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information.

Au cours du premier trimestre, la Société a complété son diagnostic pour l'adoption des IFRS (phase 1). Ce diagnostic a identifié les principales différences entre les traitements comptables appliqués par la Société selon les PCGR canadiens et ceux de l'IFRS ainsi que les implications pratiques liées à la mesure. De plus, les différences ont été classées selon leur degré de complexité et selon l'importance du travail à mettre en œuvre relativement à la mesure.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a préparé un plan de travail détaillé (phase 2) pour poursuivre sa conversion vers les IFRS. Ce plan de travail a été mis en œuvre au cours du troisième trimestre et se poursuivra tout au long de la prochaine année.

Les éléments clés de ce plan traiteront des conséquences de l'adoption des IFRS sur les conventions comptables, de la technologie de l'information et les systèmes de données, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, des contrôles et procédures de communication de l'information, de l'expertise

en matière d'information financière ainsi que des conséquences sur les activités commerciales de la Société.

La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

Information sur les actions en circulation

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale. Au 27 mai 2010, 88 686 638 actions étaient en circulation.

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel un nombre maximal d'options d'achat d'actions de 4 686 262 peuvent ainsi être octroyées. Au 27 mai 2010, 3 375 000 options d'achat d'actions étaient en circulation. Les dates d'expiration varient du 20 janvier 2011 au 10 juin 2014.

De plus, au 27 mai 2010, 4 524 518 bons de souscription étaient en circulation. Les dates d'expiration varient du 18 mars 2011 au 17 novembre 2011.

Facteurs de risque et incertitudes reliés aux instruments financiers

Les facteurs de risque et les incertitudes auxquels la Société fait face, lesquels sont décrits dans le rapport de gestion annuel de la Société au 30 juin 2009, n'ont pas fait l'objet de changements importants.

Information additionnelle et divulgation continue

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 27 mai 2010. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse, de rapports sur les changements significatifs, d'états financiers, de circulaires d'information sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

(s) Claude St-Jacques

Président et chef de la direction

(s) Gaétan Mercier

Chef des services financiers